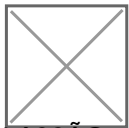


## Interdiction de lâ??UNRWA : la Cour internationale de justice examine un nouveau recours contre IsraÃ«l

### Description

La Cour internationale de justice a Ã©tÃ© saisie dâ??une demande dâ??avis consultatif sur la lÃ©galitÃ© des attaques israÃ©liennes contre lâ??ONU. Voici quelques explications sur cette affaire et son importance.

Par Sondos Asem, le 28 avril 2025



Lâ??Ã©quipe juridique de la Palestine Ã la Cour internationale de justice de La Haye, le lundi 28 avril 2025 (MEE)

La Cour internationale de justice (CIJ) a entamÃ© lundi des audiences sur lâ??obligation dâ??IsraÃ«l de garantir lâ??acheminement de lâ??aide aux Palestiniens dans la bande de Gaza assiÃ©gÃ©e. Depuis mars, IsraÃ«l bloque toute aide Ã destination de Gaza et, depuis huit semaines, ni nourriture, ni eau, ni mÃ©dicaments ne parviennent Ã ses 2,3 millions dâ??habitants.

Cette affaire fait suite Ã lâ??interdiction par IsraÃ«l, en octobre, de lâ??agence des Nations unies pour les rÃ©fugiÃ©s palestiniens (UNRWA), un Ã©vÃ©nement qui a suscitÃ© lâ??indignation mondiale et des appels Ã lâ??expulsion de lâ??ONU dâ??IsraÃ«l, accusÃ© dâ??avoir violÃ© la charte fondatrice de lâ??organisation, en particulier les privilÃ©ges et immunitÃ©s dont jouissent les agences des Nations unies.

Les audiences de la CIJ coÃ¯ncident avec la poursuite de lâ??interdiction par IsraÃ«l de lâ??aide humanitaire Ã la bande de Gaza depuis le 2 mars (plus de 50 jours) et lâ??intensification des attaques militaires qui ont tuÃ© des centaines de civils depuis la rupture du cessez-le-feu le 18 mars.

Il sâ??agira de la troisiÃ¨me affaire dâ??avis consultatif depuis 2004 portÃ©e devant la Cour internationale de justice concernant les violations du droit international par IsraÃ«l.

Une quarantaine dâ??[Ã©tats](#), dont la Palestine, prÃ©senteront leurs preuves devant la Cour entre le 28 avril et le 2 mai. Le principal alliÃ© dâ??IsraÃ«l, les Ã©tats-Unis, doit sâ??exprimer au Palais de la Paix le mercredi 30 avril.

Ã« Pour ceux qui croient en lâ??organisation internationale et aux Nations unies, et qui souhaitent les protÃ©ger contre les actions unilatÃ©rales et la destruction, cette affaire ne saurait Ãªtre plus importante Ã», a dÃ©clarÃ© le professeur Eirik Bjorge, spÃ©cialiste en droit international Ã lâ??origine de la demande dâ??avis consultatif en octobre dernier.

« Un très grand nombre d'États participants soutiennent qu'Israël a l'obligation, en vertu de la Charte des Nations unies, d'accorder toute son assistance à l'UNRWA et qu'il a l'obligation absolue de respecter ses privilèges et immunités », a déclaré M. Borge Middle East Eye.

« Une petite galerie de voyous ? Israël lui-même, la Hongrie et les États-Unis ? » s'oppose à cette position majoritaire », a-t-il expliqué.

Jeudi, le ministre américain de la Justice a [déclaré que](#) l'UNRWA n'était pas l'abri de poursuites judiciaires aux États-Unis, une position qu'il pourrait réitérer lors des audiences de cette semaine, a déclaré M. Borge, qualifiant cette décision de « parfaitement désespérée ».

## Sur quoi la Cour est-elle appelée à se prononcer ?

Les audiences font suite à la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 29 décembre 2024 (A/RES/79/232), principalement soutenue par la [Norvège](#), qui demande à la Cour de rendre un avis consultatif sur les questions suivantes :

« Quelles sont les obligations d'Israël, en tant que puissance occupante et membre des Nations unies, en ce qui concerne la présence et les activités des Nations unies, y compris ses institutions et organes, d'autres organisations internationales et des États tiers, dans le territoire palestinien occupé et en relation avec celui-ci, notamment pour garantir et faciliter la fourniture sans entrave des biens de première nécessité indispensables à la survie de la population civile palestinienne, ainsi que des services de base et de l'aide humanitaire et au développement, au profit de la population civile palestinienne et à l'appui du droit du peuple palestinien à l'autodétermination ? »

La demande de l'Assemblée générale invitait la Cour à se prononcer sur la question susmentionnée au regard d'un certain nombre de sources juridiques, notamment : la Charte des Nations unies, le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme, les privilèges et immunités des organisations internationales et des États en vertu du droit international, les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, ainsi que les avis consultatifs antérieurs de la Cour : l'avis du 9 juillet 2004 qui a déclaré illégal le mur de séparation créé par Israël dans la Palestine occupée, et l'avis consultatif du 19 juillet 2024, qui a confirmé l'illégalité de l'occupation des territoires palestiniens par Israël et l'obligation qui incombe à Israël, en tant que puissance occupante, de respecter les droits des Palestiniens.

## L'avis de la CIJ sera-t-il contraignant pour Israël ?

Si la plupart des avis consultatifs de la CIJ ne sont pas des décisions juridiquement contraignantes, contrairement aux arrêts rendus par la CIJ dans des affaires contentieuses entre États, l'avis rendu dans cette affaire aura un effet contraignant.

La demande d'avis consultatif est fondée sur la disposition relative au règlement des différends figurant à l'article 8 de la Convention générale sur les privilèges et immunités des Nations unies, qui stipule que l'avis rendu par la CIJ à la demande de l'Assemblée générale des

---

Nations unies en rapport avec la Convention Â« est acceptÃ© comme dÃ©terminant par les parties Â».

## Quâ??est-ce que lâ??UNRWA ?

Lâ??Unrwa est la principale source dâ??aide humanitaire pour environ 5,9 millions de rÃ©fugiÃ©s palestiniens dans les territoires palestiniens occupÃ©s et les pays voisins qui accueillent des rÃ©fugiÃ©s palestiniens.

Cette aide comprend la fourniture de services de base tels que lâ??Ã©ducation, la nourriture, les soins mÃ©dicaux et la distribution de carburant. Sa fermeture pourrait inÃ©vitablement entraÃ®ner lâ??effondrement du principal moyen de subsistance des Palestiniens.

Selon le dernier [rapport de situation](#) de lâ??organisation, depuis octobre 2023, IsraÃ©l a tuÃ© au moins 290 membres du personnel de lâ??UNRWA et menÃ© au moins 830 attaques contre les locaux de lâ??UNRWA et les personnes qui sâ??y rÃ©fugiaient.

## Comment IsraÃ©l a-t-il interdit lâ??UNRWA ?

Le parlement israÃ©lien, la Knesset, a adoptÃ© en octobre 2024 deux lois interdisant Ã lâ??UNRWA dâ??opÃ©rer en IsraÃ©l et dans les territoires palestiniens occupÃ©s.

Ces projets de loi ont Ã©tÃ© prÃ©sentÃ©s peu aprÃ©s que les autoritÃ©s israÃ©liennes aient [confisquÃ©](#) le terrain situÃ© Ã JÃ©rusalem-Est occupÃ©e oÃ¹ se trouve le siÃ©ge de lâ??UNRWA. IsraÃ©l prÃ©voit de construire 1 440 logements, illÃ©gaux au regard du droit international, sur ce site.

Ces lois interdisent de facto Ã lâ??UNRWA dâ??opÃ©rer en IsraÃ©l, Ã Gaza, en Cisjordanie occupÃ©e et Ã JÃ©rusalem-Est. Cette interdiction Ã©quivaut Ã une rÃ©vocation des privilÃ©ges et immunitÃ©s dont bÃ©nÃ©ficient les organisations des Nations unies en vertu de la Charte des Nations unies. Elle est entrÃ©e en vigueur en janvier.

La premiÃ¨re loi stipule que lâ??UNRWA nâ??est pas autorisÃ©e Ã Â« exploiter une institution, fournir un service ou mener une activitÃ©, que ce soit directement ou indirectement Â», en IsraÃ©l.

La deuxiÃ¨me loi interdit aux fonctionnaires et aux agences gouvernementales israÃ©liens dâ??entrer en contact avec lâ??UNRWA.

Cela affectera inÃ©vitablement les privilÃ©ges et immunitÃ©s dont bÃ©nÃ©ficie lâ??UNRWA en vertu du droit international.

La directrice de la communication de lâ??UNRWA, Juliette Touma, a saluÃ© les audiences de la CIJ, affirmant que lâ??interdiction imposÃ©e par IsraÃ©l Ã lâ??organisation avait entravÃ© sa capacitÃ© Ã remplir son mandat.

Â« Depuis lâ??entrÃ©e en vigueur de ces restrictions Ã la fin du mois de janvier, le personnel international de lâ??UNRWA nâ??a pas reÃ§u de visas pour entrer en IsraÃ©l et se voit effectivement interdire lâ??accÃ©s Ã la Cisjordanie occupÃ©e (y compris JÃ©rusalem-Est) et Ã la bande de Gaza Â», a dÃ©clarÃ© Mme Touma Ã Middle East Eye.

Elle a ajouté que plusieurs installations de l  UNRWA, notamment des écoles situées dans Jérusalem-Est occupée, continuent d  tre menacées par des ordres israéliens exigeant leur fermeture.

Quelque 800 enfants qui fréquentent actuellement les écoles de l  UNRWA dans cette zone risquent de se retrouver sans éducation si Israël ferme ces écoles, a-t-elle ajouté.

La politique de non-contact imposée par les projets de loi, qui interdit aux responsables israéliens de coordonner leurs actions ou de communiquer avec les responsables de l  UNRWA, entrave la fourniture de services d  urgence et d  aide essentiels, a expliqué Mme Touma.

   L  UNRWA est une agence des Nations unies qui fournit des services de développement humain   l  une des communautés les plus vulnérables de la région  , a-t-elle déclaré.    Il est du devoir de l   tat d  Isra l, en tant que puissance occupante, de fournir des services ou de faciliter la fourniture de tels services, y compris par l  interm diaire de l  UNRWA,   la population qu  il occupe.   

## **Pourquoi Israël a-t-il interdit l  UNRWA ?**

Le gouvernement israélien est depuis longtemps hostile   l  UNRWA, en partie parce qu  elle maintient le statut de réfugié des Palestiniens expulsés de leurs foyers lors de la Nakba de 1948 et de leurs descendants.

Fin janvier 2024, [Israël a accus  12 employés de l  UNRWA](#) d  avoir participé aux attaques menées par le Hamas le 7 octobre, affirmant qu  ils avaient distribué des munitions et aidé   l  enl vement de civils.

Une [enquête de l  ONU](#) publiée en avril dernier n  a trouvé aucune preuve d  actes répréhensibles de la part du personnel de l  UNRWA, soulignant qu  Isra l n  avait pas répondu aux demandes de noms et d  informations et n  avait   informé l  UNRWA d  aucune préoccupation concrète concernant son personnel depuis 2011  .

Traduction : JB pour l  Agence Média Palestine

Source : [Middle East Eye](#)

**date cr  e**

2025/04/28